

les maux de l'humanité. Dans toutes les proclamations que nous avons entendues à ce sujet, nous constatons que certaines personnes ont oublié que la suspension des explosions nucléaires expérimentales ne suffit pas, à elle seule, à arrêter l'accumulation des armements atomiques ni la course aux armements atomiques. La seule méthode de nature à réaliser ce but est de cesser d'utiliser les matières fissiles pour la fabrication des armes et de les consacrer à des utilisations pacifiques; c'est avec beaucoup de bon sens que les propositions occidentales lient la conclusion d'un accord à cet égard à la suspension des explosions expérimentales nucléaires.

Tout en considérant la suspension de ces explosions nucléaires expérimentales comme une question qui exige des mesures immédiates, les onze points des propositions occidentales subordonnent cette suspension à l'établissement de postes de surveillance et de contrôle atomique dans les territoires des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Union soviétique et d'autres pays sur lesquels l'accord pourra se faire...

À côté de l'inspection, les propositions occidentales prévoyaient également, durant la première phase, une limitation des forces armées,—l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires sauf en cas de défense,—et "le contrôle international" en vue d'assurer que la production des matières fissiles serait uniquement utilisée à des fins pacifiques.

Nous estimons que ces propositions sont à la fois équitables et pratiques. Néanmoins, pour un motif ou un autre, l'Union soviétique a cavalièrement et dédaigneusement refusé de les examiner d'une manière sérieuse. Assurément, l'Union soviétique doit comprendre que, dans une ambiance de détresse et de crainte comme celle qui règne actuellement, les déclarations sur papier, quelle que soit l'excellence de leurs intentions, ne sont pas acceptables; elle doit comprendre qu'une condition préalable au désarmement est l'établissement d'un système d'inspection et de contrôle...

Les nations occidentales ont fait beaucoup de concessions au sujet du désarmement, depuis le début des réunions du Sous-Comité. Pour une raison ou une autre, l'Union soviétique a toujours refusé de céder sur un point quelconque; elle se borne à insister pour que ses programmes soient adoptés. Avec toute la sincérité que je peux mettre dans mes paroles, je dois dire qu'au Canada, étant donné notre position stratégique, nous sommes prêts à aller jusqu'à la limite que nous fixent notre sécurité et notre survivance afin de réaliser le désarmement...

Le 30 septembre la Commission du désarmement s'est réunie pour étudier les quatrième et cinquième rapports de son Sous-Comité. Elle a tenu deux réunions au cours desquelles les délégués des pays faisant partie de la Commission ont succinctement exposé la tâche accomplie par le Sous-Comité au cours de sa récente session et ont évoqué les diverses propositions qui lui ont été soumises. Le délégué des Philippines n'a pas pris la parole, car il remplissait les fonctions de président. La Commission a décidé sans objection de prendre note des quatrième et cinquième rapports de son Sous-Comité et de les transmettre, avec les documents correspondants et le compte rendu des travaux de la Commission, à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. La plupart des représentants ont insisté sur la nécessité impérieuse d'un accord, aux termes duquel on parviendrait à arrêter la course aux armements; ils ont demandé instamment aux pays intéressés de redoubler leurs efforts en ce sens. Passant en revue la tâche accomplie par le Sous-Comité, le délégué du Canada a énuméré les étapes essentielles franchies au cours des mois précédents. Bien qu'on ne soit pas parvenu à un accord, le représentant canadien estime que les travaux du Sous-Comité n'ont pas été stériles.

... Sur certaines questions importantes le fossé entre les positions divergentes a été réduit. Dans l'ensemble, les travaux de la dernière session au Sous-Comité ont été menés de la manière réaliste qui convient si l'on veut que les négociations aient des résultats pratiques et ne soient pas simplement des joutes de propagande. Le Gouvernement canadien regrette de ce point de vue le rejet plutôt méprisant et hâtif par la délégation